BIOCLIPS
ACTUALITÉ BIOALIMENTAIRE

Vol. 34, n° 18, 17 novembre 2026

Rédaction :
Éric Massicotte,
de la Direction des études
et des perspectives économiques

LE BILAN DU SECTEUR AGRICOLE AU QUÉBEC : UN REGARD SUR LA PÉRIODE 2005-2025

Au Québec, l'actif total des entreprises agricoles, évalué selon sa valeur marchande[1], s'élevait à 114,5 milliards de dollars (G$) au 31 décembre 2025. Cela représente 78,4 G$ de plus que 20 ans auparavant. De son côté, le passif (dette) s'établissait à 32,4 G$, ce qui correspond à une hausse de 23,8 G$ par rapport à 2005. Ainsi, la croissance de la valeur de l'actif a dépassé celle du passif, entraînant une progression des capitaux propres (avoir net). Ces derniers ont atteint 82,1 G$ en 2025, ayant connu une hausse de 54,6 G$ depuis 20 ans, et ont augmenté chaque année sur la période à l'étude (sauf en 2009).

En revanche, le taux d'endettement (le passif divisé par l'actif) s'est accru. Il a atteint 28 % au 31 décembre 2025 contre 24 % 20 ans plus tôt. Le rendement de l'actif, qui est une mesure du rendement du capital investi reflétant le bénéfice par dollar de capitaux propres et de capitaux empruntés, a baissé d'un peu moins de la moitié en 20 ans pour s'établir à 2 % en 2025. De plus, le ratio de couverture de l'intérêt, qui est une évaluation de la capacité d'une entreprise à couvrir l'intérêt sur sa dette avec son bénéfice, a diminué sur la période. En 2025, il affichait une valeur de 119 %, soit son deuxième plus bas niveau depuis 2005. Ces observations sont tirées du Bilan du secteur agricole de Statistique Canada.

À PROPOS DU BILAN DU SECTEUR AGRICOLE

Le Bilan du secteur agricole, qui comporte des séries de données de 1981 à 2025, présente la valeur des actifs agricoles utilisés en agriculture, le passif associé à ces actifs ainsi que les capitaux propres du secteur agricole au 31 décembre. Il propose également des ratios financiers fondés sur ces données et celles relatives au compte de la valeur ajoutée agricole[2]. L'actif et le passif incluent ceux des entreprises agricoles et des propriétaires non exploitants (pour les immobilisations agricoles louées à des exploitants agricoles et le passif correspondant). Ils excluent la partie personnelle des ménages agricoles.

Ce bilan intègre des données de multiples sources et provenant pour la plupart de Statistique Canada, par exemple celles portant sur la dette agricole et le capital agricole, les estimations du bétail et des récoltes de même que des renseignements tirés de l'Enquête financière sur les fermes (EFF). Les données du bilan peuvent faire l'objet d'une révision dont le processus est déterminé par les séries d'origine.

Pour plus de détails, se référer à la page « Bilan du secteur agricole au 31 décembre » de Statistique Canada.

L'ACTIF TOTAL DES FERMES A PLUS QUE TRIPLÉ EN 20 ANS, PROPULSÉ PAR LA HAUSSE DE LA VALEUR DES TERRES

Au Québec, l'actif total a atteint un sommet de 114,5 G$ au 31 décembre 2025. Il s'est réparti comme suit :

- Terres agricoles : 69,1 G$ (60 % de l'actif total);
- Bâtiments de ferme : 13,6 G$ (12 %);
- Quotas : 13,2 G$ (12 %);
- Machinerie : 8,7 G$ (8 %);
- Autres éléments : 9,9 G$ (9 %).

L'actif total connaît une hausse à long terme et s'est accru de 78,4 G$ en 20 ans. Ce résultat s'explique surtout par l'appréciation de la valeur des terres, qui compte pour plus de 72 % de la progression de l'actif. La part des terres dans celui-ci est ainsi passée de 34 % à 60 % sur la période visée. L'augmentation de la valeur des bâtiments et de la machinerie explique un peu plus de 16 % de la croissance de l'actif. Les investissements importants en capital productif au Québec, qui ont mené à un accroissement du stock net de capital dans le secteur agricole au cours des dernières années, ont pu stimuler la hausse constatée pour les bâtiments et la machinerie[3].

Depuis 2005, la croissance de l'actif total au Québec (+217 %) a été inférieure à celle observée dans l'ensemble du Canada (+296 %). L'appréciation de la valeur des terres explique également l'essentiel de la hausse au Canada.

Tableau 1. Bilan du secteur agricole au Québec de 2005 à 2025, au 31 décembre (G$)

	2005	2010	2015	2020	2025
Actif total	**36,1**	**42,5**	**61,1**	**80,1**	**114,5**
Actif à court terme	2,5	2,9	3,9	4,3	5,5
Liquidités, obligations et épargnes	0,4	0,4	0,5	0,8	0,8
Comptes débiteurs	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9
Stocks (cultures, animaux, intrants)	1,7	2,1	2,8	2,8	3,9
Quotas	9,8	10,0	9,5	10,9	13,2
Animaux de reproduction	1,2	1,4	1,8	1,9	2,7
Machines (autos, camions, autres)	4,1	4,6	5,5	7,1	8,7
Immobilisations agricoles	17,8	22,3	38,9	54,3	82,7
Terres	12,3	15,8	31,7	44,6	69,1
Bâtiments de ferme (et maisons)	5,4	6,6	7,2	9,6	13,6
Autres éléments de l'actif immobilisé	0,7	1,2	1,4	1,6	1,6
Passif total	**8,6**	**10,3**	**13,8**	**21,3**	**32,4**
Passif à court terme	1,2	1,7	1,7	2,0	2,1
Passif à long terme	7,4	8,6	12,0	19,3	30,3
Capitaux propres (avoir net)	**27,5**	**32,2**	**47,4**	**58,7**	**82,1**
Taux d'endettement*	**24 %**	**24 %**	**23 %**	**27 %**	**28 %**
Rendement de l'actif**	**4 %**	**4 %**	**3 %**	**2 %**	**2 %**
Couverture de l'intérêt***	**255 %**	**350 %**	**288 %**	**183 %**	**119 %**

* Passif total divisé par l'actif total.
** Revenu net total plus le loyer en espèces et le loyer à la part (la somme de ces trois composantes correspond au bénéfice net avant impôts [BNAI]) plus les intérêts, divisés par l'actif total.
*** Revenu net total plus le loyer en espèces et le loyer à la part (BNAI) plus les intérêts, divisés par les intérêts.
Dans le Bilan du secteur agricole, le montant d'intérêts utilisé par Statistique Canada est légèrement plus élevé que celui des séries de données sur les dépenses d'exploitation et le compte de la valeur ajoutée agricole, car les propriétaires non exploitants y sont inclus.
Source : Statistique Canada; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Selon l'EFF, les entreprises des secteurs sous gestion de l'offre (lait, volaille, œufs), en culture de pommes de terre et en culture de céréales et d'oléagineux détenaient l'actif moyen par ferme le plus élevé au Québec en 2023[4]. Notons qu'ailleurs au Canada, l'actif moyen par ferme était supérieur à celui du Québec, sauf dans l'Atlantique.

À partir de l'EFF, on estime qu'en 2023, plus de 55 % de l'actif total au Québec était détenu par les fermes dont les revenus bruts étaient de 1 000 000 $ ou plus. En revanche, les fermes dont les revenus bruts étaient inférieurs à 250 000 $ comptaient pour moins de 15 % de l'actif total. Dans cette enquête, qui inclut les entreprises

1. L'actif à sa valeur marchande correspond à l'actif à sa valeur de revente.
2. Cela permet de fournir une mesure du revenu découlant de la production agricole. Pour plus de détails, consulter la page « Compte de la valeur ajoutée agricole » de Statistique Canada.
3. Pour plus de détails, consulter le numéro de *BioClips* intitulé « Les investissements et la compétitivité en agriculture et en transformation alimentaire au Québec : un regard sur la période 2016-2024 ».
4. Pour plus de détails, consulter le numéro de *BioClips* intitulé « Une ferme vaut en moyenne 4,3 millions de dollars au Québec ».

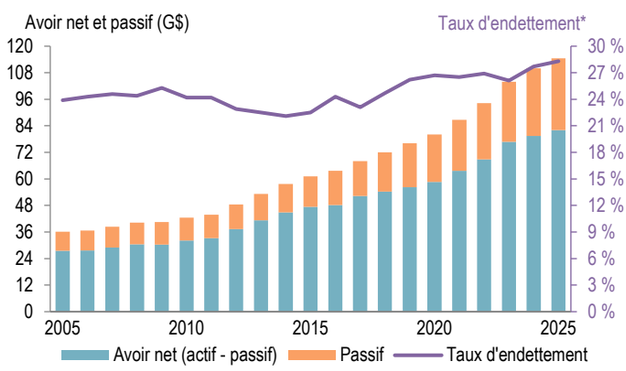
agricoles ayant 25 000 $ ou plus de revenus bruts, celles générant 1 000 000 $ ou plus représentaient un peu plus de 20 % des fermes du Québec, alors que celles produisant moins de 250 000 $ en constituaient près de la moitié, soit 45 %, en 2023.

LA CROISSANCE RELATIVE DU PASSIF A DÉPASSÉ CELLE DE L'ACTIF ET LE TAUX D'ENDETTEMENT A AUGMENTÉ

Le passif des entreprises, qui représente les emprunts utilisés, par exemple, pour financer l'acquisition de terres, de bâtiments et de machinerie, les opérations courantes ou les rachats de parts d'entreprises, a atteint 32,4 G$ au Québec en 2025. En 20 ans, il a bondi de 23,8 G$ (+276 %), surtout en raison de la hausse du passif à long terme. Notons qu'en 2025, le passif s'est accru de 2,0 G$ par rapport à 2024, contre 3,4 G$ un an plus tôt (sa plus forte croissance en valeur sur un an de 2005 à 2025).

Le taux d'endettement est la mesure de la part de l'actif, à sa valeur marchande, financée par l'emprunt. Un ratio plus élevé indique un risque financier accru. Le taux d'endettement des fermes du Québec a atteint 28 % en 2025, soit son plus haut niveau de la période 2005-2025. Il a augmenté de quatre points de pourcentage en 20 ans. Pour sa part, le Canada affichait en 2025 un taux d'endettement inférieur de 16 %.

Figure 1. Avoir net, passif et taux d'endettement des fermes au Québec de 2005 à 2025, au 31 décembre (G$ et %)



* Passif total divisé par l'actif total.
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

L'endettement des fermes varie selon leur taille et leur type. D'après l'EFF, les fermes dont les revenus bruts avaient atteint 1 000 000 $ ou plus affichaient, en 2023, un taux d'endettement plus élevé que celles ayant moins de 250 000 $ de revenus bruts. De plus, les types de fermes dont le taux d'endettement moyen était le plus élevé se trouvaient dans la production porcine, la production laitière et la culture des fruits.

Par ailleurs, la répartition de la dette agricole par prêteurs montre une certaine variation des parts de marché entre ces derniers d'une année à l'autre.

Tableau 2. Parts de la dette agricole au Québec par prêteurs de 2005 à 2025, au 31 décembre (pourcentage du total)

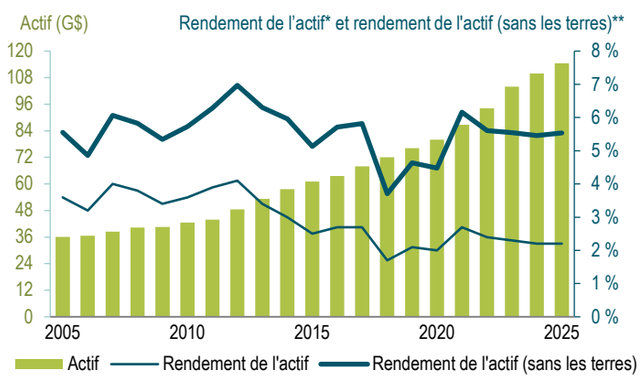
	2005	2010	2015	2020	2025
Dette agricole totale en cours					
Banques à charte	38 %	29 %	31 %	32 %	38 %
Gouvernement du Canada (organismes)	11 %	17 %	19 %	19 %	17 %
Gouvernement du Québec (organismes)*	0 %	0 %	0%	0 %	0 %
Coopératives de crédit	43 %	40 %	38 %	38 %	37 %
Autres sources**	9 %	13 %	12 %	12 %	8 %

* La Financière agricole du Québec offre des garanties de prêt sur des emprunts financés par des prêteurs comme les coopératives de crédits (ex. : Desjardins) et les banques à charte. Au 31 mars 2025, l'encours de ces prêts garantis a atteint 7,07 G$. On estime que ce montant représente un peu plus de 20 % de la dette agricole au Québec.
** Compagnies d'assurance, particuliers et fournisseurs, programmes des paiements avancés et autres prêteurs.
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

LE RENDEMENT DE L'ACTIF A DIMINUÉ, MAIS PAS AUTANT EN SOUSTRAYANT LES TERRES DE L'ACTIF

Le rendement de l'actif reflète le bénéfice par dollar d'actif. Un rendement plus élevé signifie que l'entreprise tire plus de profits de ses actifs et que sa capacité à rembourser sa dette est meilleure. Au Québec, ce rendement a diminué d'un peu moins de la moitié en 20 ans. Il s'établissait à 2 % en 2025, soit à un niveau proche de celui du Canada. Cela implique un plus grand défi pour les entreprises en ce qui a trait à tirer un bénéfice de leur actif. Notons que, sans les terres, le rendement de l'actif a été relativement stable au Québec entre 2005 et 2025, s'établissant à près de 6 %.

Figure 2. Actif, rendement de l'actif et rendement de l'actif (sans les terres) des fermes au Québec de 2005 à 2025, au 31 décembre (G$ et %)

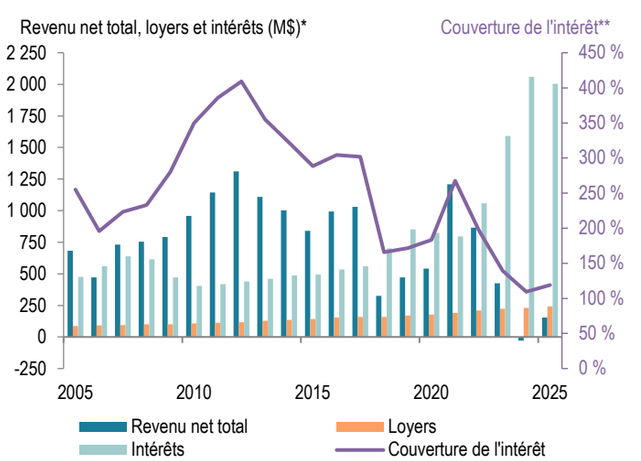


* Revenu net total plus le loyer en espèces et le loyer à la part (BNAI) plus les intérêts, divisés par l'actif total.
** Estimation du MAPAQ à partir de l'actif total moins les terres.
Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

LA COUVERTURE DES INTÉRÊTS A ÉGALEMENT DIMINUÉ

Le ratio de couverture des intérêts mesure la capacité d'une entreprise à payer ses intérêts au moyen de son revenu net avant intérêts et impôts. Un ratio plus élevé indique une meilleure marge de sécurité financière. Au Québec, ce ratio s'est un peu relevé après avoir baissé trois années de suite. Il s'établissait à 119 % en 2025, soit son deuxième plus bas niveau depuis 2005. Cette situation s'explique par un revenu net total plus faible, notamment attribuable à la hausse des frais d'intérêt. Cela implique que les entreprises ont plus de difficulté à rembourser leur dette. Le Canada a mieux fait avec un ratio de 263 % en 2025. Notons enfin que la baisse des taux d'intérêt depuis deux ans devrait aider à ce chapitre dans les années à venir.

Figure 3. Revenu net total, loyers, intérêts et couverture de l'intérêt des fermes au Québec de 2005 à 2025, au 31 décembre (M$ et %)



* Le revenu net total s'obtient en soustrayant les dépenses d'exploitation et l'amortissement (non monétaire) des recettes monétaires (y compris les paiements de programmes) et en additionnant le revenu en nature et la valeur de la variation des stocks.
** Revenu net total plus le loyer en espèces et le loyer à la part (BNAI) plus les intérêts, divisés par les intérêts. Le montant d'intérêts dans la figure provient des dépenses d'exploitation agricole et peut différer légèrement de celui pris en compte dans le Bilan du secteur agricole.
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec